

[Text]

New Brunswick is perhaps the province which has moved forward the most dynamically in terms of bilingualism in Canada. I have some figures: I just noticed that New Brunswick program has been given \$500,000, which makes it the largest such program overall. New Brunswick is really dynamic. Of course, about 40%—32%—of the New Brunswick population is francophone. I believe all the nuances we have put forward when we talk about this bilingualism is unhealthy.

• 1010

Manitoba is a province that is more sensitive to a legal approach with the decision of the Supreme Court, and it is also perhaps the province where it is really tricky in terms of bilingualism, but at the same time I believe that Manitoba . . . It is not perhaps as much as in Ontario, but if we work with great attention, with all the *délicatesse* that we need not to hurt the people of Manitoba, I believe we will move forward; not necessarily large policies by the province, but short steps. In my assessment, I believe it is positive, but any assessment is always relative to the guy who makes the assessment at the same time as the criteria, what we refer to in terms of assessment.

It is obvious that the francophone in Manitoba will tell you that it is not enough, and we are going to assimilate very quickly in this province. I think they are right, but if we looked at . . . We have before, and we have today. I believe that we move forward. We just had in Manitoba a very strong decision in terms of the Supreme Court. I believe it is a good decision in terms of we have to move forward more quickly than we did before. But it is the beginning in the west. And if you move to Saskatchewan, Alberta, and British Columbia, it is more and more difficult in terms of implementation of bilingualism.

Manitoba is close to Ontario, of course. At the same time, the people are more sensitive, but also reluctant for the implementation of bilingualism in the province. We have to be really prudent in terms of the process and the ways we put forward. Saskatchewan is very . . . sometimes. I understand they are really aggressive in terms of implementation of bilingualism in the province, official languages education, and so on. Alberta and British Columbia are far away, in a certain sense, and I believe we do everything possible towards this implementation, but it is farther than Manitoba and the central provinces. It is what I believe in terms of these provinces whenever you go too far in the west. In the east, it is different.

Nova Scotia, we were in this province with Mr. Comeau two weeks ago. It is not easy. There is the possibility to move also, but we have to take time. Newfoundland and P.E.I., it is about the same thing we have in the extreme west with British Columbia and Alberta.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): The letter of cooperation with the provinces and the extension of services has been discussed by a couple of people. Mr. Gauthier's question

[Translation]

C'est peut-être le Nouveau-Brunswick qui est la province qui a progressé le plus sur le plan du bilinguisme. J'aurais quelques chiffres là-dessus. Je viens d'apprendre que l'on a octroyé 500,000\$ au programme du Nouveau-Brunswick, ce qui en fait le plus important programme du genre. Le Nouveau-Brunswick s'est montré très dynamique sur ce plan. Évidemment, environ 40—je pense que c'est 32 p. 100—des habitants du Nouveau-Brunswick sont francophones. Et je pense que toutes les nuances qu'on évoque lorsqu'on parle de bilinguisme sont malsaines.

Le Manitoba est une province qui a été sensibilisée aux différents recours juridiques par la décision de la Cour suprême, et c'est sans doute la province où la question du bilinguisme est la plus épineuse, mais en même temps je pense que le Manitoba . . . La situation n'est pas la même qu'en Ontario, mais si nous travaillons avec délicatesse, de façon à ne pas nuire aux gens du Manitoba, je pense que nous pourrions progresser. Peut-être pas en recourant à de grandes mesures générales, mais en avançant petit à petit. Je pense quant à moi que ce qui a été fait jusqu'ici est positif, mais toute évaluation, quelle qu'elle soit, est fonction du point de vue de la personne qui l'a faite et des différents critères.

Les francophones au Manitoba vous diront certainement que ce qui a été fait ne suffit pas, qu'ils vont être très vite assimilés. Je pense qu'ils ont raison, mais si nous examinons . . . Il y a le passé, et il y a le présent. Je pense qu'il nous faut progresser. La décision que vient de rendre la Cour suprême est très importante. Je pense qu'elle permettra à la province d'avancer plus vite sur ce plan que jamais auparavant. Mais ce n'est qu'un début, dans l'Ouest. Et plus on va vers l'ouest—en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique—plus la mise en oeuvre de programmes de bilinguisme est difficile.

Le Manitoba est bien sûr tout près de l'Ontario. En même temps, les gens sont plus sensibles au problème, mais ils hésitent malgré tout à opter pour le bilinguisme à l'échelle de la province. Il nous faut être très prudents quant au choix du processus et des mécanismes. La Saskatchewan est très . . . Parfois. Je pense qu'ils sont vraiment très dynamiques sur le plan de la mise en oeuvre du programme de bilinguisme dans la province, des cours de langue, etc. L'Alberta et la Colombie-Britannique sont dans un certain sens très éloignés des autres, et je pense que nous faisons déjà tout notre possible là-bas, mais ces provinces sont plus éloignées que le Manitoba et les provinces du Centre. Voilà ce que je pense des provinces de l'Ouest. À l'Est, la situation est différente.

Pour ce qui est de la Nouvelle-Écosse, nous nous sommes rendus là-bas il y a deux semaines avec M. Comeau. La situation n'est pas simple. Il existe certaines possibilités, mais il nous faut prendre notre temps. Quant à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard, la situation là-bas serait semblable à celle qui prévaut dans l'Ouest, en Colombie-Britannique et en Alberta.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Plusieurs personnes ont discuté de l'initiative de collaboration avec les provinces et de l'élargissement des services. M. Gauthier en a parlé le premier,